

4 juillet 2009 Réunion de la Commission politique. Paris (France)

La Commission politique s'est réunie à Paris, le 4 juillet 2009, sous la présidence de **M. André Schneider, Député de la République française**.

Des représentants de plus d'une trentaine de Parlements francophones ont pris part à cette réunion.

La commission a d'abord entendu **Madame Shelly Glover (Canada)**, sur la mise à jour du règlement de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

Elle a ensuite étudié un rapport présenté par **M. Henri-François Gautrin (Québec)**, vice-président rapporteur, sur le thème : « La protection des droits et libertés dans le contexte de la lutte contre le terrorisme ».

La Commission politique s'est penchée sur les situations politiques dans l'espace francophone suite à une présentation de **M. Bongnessan Arsène Yé (Burkina Faso)**.

Elle recommande de maintenir la mesure de suspension des **sections guinéenne et malgache** alors que la mesure de suspension de la section mauritanienne pourrait être levée suite à la tenue d'une élection présidentielle libre, fiable et transparente dans ce pays.

Elle exprime sa très profonde préoccupation face aux événements récents advenus au **Niger**. Elle rappelle que la modification des règles du jeu électoral, notamment quand elles sont fixées par la Constitution, peu de temps avant un scrutin est une pratique condamnable au regard des principes qui doivent régir une démocratie et demande à l'Organisation internationale de la Francophonie de prendre toute initiative de nature à faciliter un retour à l'ordre constitutionnel dans ce pays.

Elle demande également à la Francophonie de poursuivre son accompagnement du processus de sortie de crise en **Côte d'Ivoire** et de donner une nouvelle impulsion à sa coopération en **République démocratique du Congo**.

La Commission politique a aussi adopté des résolutions sur la **Géorgie** et le **Moyen-Orient** et a étudié les situations politiques à **Haïti**, au **Burundi**, au **Cambodge**, au **Cameroun**, aux **Comores**, en **Guinée-Bissau**, au **Liban**, en **République centrafricaine** et au **Tchad**.

Elle entend poursuivre et approfondir son étroite collaboration avec l'Organisation internationale de la Francophonie et sa Délégation à la paix, à la démocratie et aux droits de l'Homme afin de trouver des solutions appropriées à ces crises et d'affiner les mécanismes prévus par la déclaration de Bamako.

La commission politique a enfin inscrit de nouveaux sujets à l'ordre du jour de sa prochaine réunion qui se tiendra à Yaoundé (Cameroun), notamment sur les ressources naturelles et les conflits et sur les défis démographiques.